

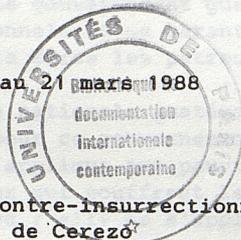
ENFOPRENSA

Agence guatémaltèque de presse

Informations du Guatemala

6^e année / N°262

du 15 au 21 mars 1988



POLITIQUE

Voz popular : Le gouvernement Cerezo est contre-insurrectionnel
L'URNG demande à Arias d'intercéder auprès de Cerezo
Penados reporte la réunion avec l'URNG
La dette extérieure pourrait augmenter
Le Congrès approuve le protocole de coopération financière
Une bombe lancée contre l'ambassade du Brésil
Des citoyens tchèques capturés par l'armée
Les pertes de l'armée augmentent
Propagande pour la radio Voz popular

MOUVEMENT POPULAIRE

Une manifestation contre la répression
On dénonce les conditions de travail

DROITS DE L'HOMME

50 disparitions de plus
Un paysan menacé de mort
Des centaines d'enfants sans instituteurs
Augmentation notable de la violence

4°P. 12315

POLITIQUE

VOZ POPULAR : LE GOUVERNEMENT CEREZO EST CONTRE-INSURRECTIONNEL

Selon la dernière émission de la station de radio "Voz popular", le gouvernement civil de Vinicio Cerezo "agit en concertation avec les militaires et les riches ; il montre ainsi son vrai visage : celui d'un gouvernement contre-insurrectionnel". Le gouvernement guatémaltèque ne remplit pas ses mandats constitutionnels et ne garantit pas la liberté de mouvement ; il maintient par la force les patrouilles civiles et le recrutement obligatoire.

L'organe officiel de l'Unité révolutionnaire nationale guatémaltèque (URNG) poursuit : "La seule loi qui existe pour ce gouvernement est la loi du garrot, de la répression ; elle s'applique aux pauvres et aux humbles, à ceux qui travaillent et à ceux qui souffrent le plus, mais jamais aux politiciens ou aux militaires ; elle ne s'applique pas davantage aux riches".

Voz popular termine en rappelant que les gouvernements contre-insurrectionnels présidés par des militaires assassins ont transformé, ces trente dernières années, le Guatemala en un immense camp de concentration.

L'URNG DEMANDE A ARIAS D'INTERCEDER AUPRES DE CEREZO

L'URNG a demandé au président du Costa Rica, Oscar Arias, d'intercéder auprès de Vinicio Cerezo, afin que ce dernier accepte de négocier un cessez-le-feu.

Dans une lettre envoyée à Oscar Arias le 26 février et publiée le 15 mars par les insurgés, l'URNG demande que les conversations éventuelles aient lieu à San José de Costa Rica. Elle rappelle au président le refus de son homologue guatémaltèque de poursuivre le dialogue commencé à Madrid ; elle renouvelle son engagement à dialoguer avec le gouvernement dans le but "d'arrêter les massacres commis par l'armée et de trouver une plate-forme permettant aux Guatémaltèques de vivre en paix et de construire une véritable démocratie".

PENADOS REPORTE LA REUNION AVEC L'URNG

Le 15 mars, l'archevêque du Guatemala, Prospero Penados del Barrio, a annoncé le report de la réunion prévue au Mexique avec les commandants de l'UNRG, afin de ne pas interférer avec la visite officielle du président Cerezo dans ce pays.

Cerezo rencontrera son homologue mexicain, Miguel de la Madrid à Cancun les 25 et 26 mars. La réunion entre l'archevêque et les insurgés aurait dû avoir lieu entre le 10 et le 20 du même mois.

LA DETTE EXTERIEURE POURRAIT AUGMENTER

On a appris le 17 mars que la Commission des Affaires étrangères du Congrès examinerait des projets d'emprunts à l'étranger (645 millions

de dollars). D'après le député Hector Luna Troccoli, ces emprunts représentent environ le quart du montant actuel de la dette (2 500 millions de dollars). La dette s'élèverait donc à environ 3 145 millions de dollars.

Malgré les craintes de l'opposition quant une augmentation de la dette du pays, la majorité du Congrès a approuvé la résolution en première lecture.

LE CONGRES APPROUVE LE PROTOCOLE DE COOPERATION FINANCIERE

Les députés de l'opposition ont remis en question le 16 mars un document de la commission des Finances du congrès portant sur un protocole de coopération entre l'Italie et le Guatemala ; la destination de 50 millions de dollars subventionnés par l'Italie ne figure pas sur le protocole.

Après une longue discussion, la majorité parlementaire a approuvé le projet en première lecture ; les députés de l'opposition ont protesté en quittant l'enceinte du parlement.

Le projet ne mentionne que la destination d'un prêt de 100 millions de dollars (remboursables) mais ne dit rien de la subvention.

UNE BOMBE LANCEE CONTRE L'AMBASSADE DU BRÉSIL

Dans la nuit du 14 mars, des inconnus ont lancé depuis une automobile une bombe contre l'ambassade du Brésil, située dans une luxueuse zone résidentielle de la capitale guatémaltèque. L'explosion a causé des dégâts matériels mais n'a pas fait de victimes.

L'ambassade du Brésil espère que les forces de sécurité mèneront une enquête sur cette affaire.

Le 15 mars, le ministre des Affaires étrangères, Alfonso Cabrera, a écarté la possibilité que cet attentat soit lié à la nomination du général Pablo Nuila Bub, ex-chef de l'état major de l'armée, au poste d'attaché militaire au Brésil.

DES CITOYENS TCHEQUES CAPTURES PAR L'ARMEE

Le 17 mars, cinq personnes de nationalité tchèque ont été capturées par l'armée dans le Peten (nord du pays). Selon le colonel Roberto Letona, chef des relations publiques de l'armée, elles se livraient à des activités suspectes.

Les étrangers voyageaient à bord d'un camion-remorque pourvu d'un matériel très sophistiqué, y compris un avion monoplace, un canot, des caméras, une motocyclette et des appareils électroniques.

Ils ont été arrêtés et seront présentés devant un tribunal militaire de manière préventive en attendant les résultats de l'enquête. Les détenus sont Peter Barta, Jeti Star, Stanislav Synik, Dlibor Peter et Frantisek Denis.

LES PERTES DE L'ARMEE AUGMENTENT

Dans une émission du 18 mars, la station de radio "Voz popular" a fait savoir que l'insurrection avait infligé 89 pertes aux forces gouvernementales au cours des 12 premiers jours du mois.

Le 8 mars, les guérilleros ont repoussé une attaque de l'armée, causant un mort et quatre blessés à l'armée.

Le 10 mars, les forces de l'URNG ont causé quatre pertes à l'armée au cours d'un affrontement dans le domaine de San Rafael de la Vega, dans la municipalité de Patzun, Chimaltenango.

Dans le Peten, les insurgés ont réalisé une importante campagne politico-militaire, en occupant notamment le chef-lieu de la municipalité La Libertad.

PROPAGANDE POUR LA RADIO VOZ POPULAR

Dans la nuit du 16 mars, les unités de l'URNG ont distribué des tracts dans plusieurs municipalités du département de Suchitepequez, dans le but d'inciter la population à écouter la station de radio "Voz popular" émettant le vendredi à 17h15.

L'Unité révolutionnaire nationale guatémaltèque assure avoir causé 1 400 pertes à l'armée en 1987, et capturé 49 fusils Galil, 4 lance-grenades et une mitrailleuse de calibre 30.

L'URNG accuse l'armée de 561 assassinats en 1987 ; 218 cadavres ont été retrouvés dans des terrains vagues ou des chemins de traverse. 212 personnes ont été enlevées et 89 blessés au cours de combats durant la même période.

MOUVEMENT POPULAIRE

UNE MANIFESTATION CONTRE LA REPRESSION

Le 16 mars, deux mille personnes environ ont manifesté dans les rues de la capitale et se sont rassemblées devant le Palais présidentiel pour protester contre la violation des droits de l'homme.

La manifestation était organisée par le Groupe d'appui mutuel (GAM) aux proches des disparus et appuyée par des dirigeants étudiants et syndicaux.

Les organisateurs ont dénoncé la sortie en exil imminente de huit personnes en raison de la recrudescence de la violence. La famille d'Ana Elisabeth Paniagua, assassinée le mois dernier par un escadron de la mort, a été contrainte à l'exil.

ON DENONCE LES CONDITIONS DE TRAVAIL

Carlos Augusto Cabrera Galdamez a dénoncé devant le Tribunal des droits de l'homme, les conditions de travail "injustes et violentes" dans lesquelles travaillent les télégraphistes et postiers .

DROITS DE L'HOMME

50 DISPARITIONS DE PLUS

Le 11 mars, un groupe de paysans du Quiché a dénoncé devant le Tribunal des droits de l'homme la disparition de 59 personnes ; ils ont également signalé l'emplacement de cimetières clandestins dans ce département du nord-ouest du pays.

Le procureur Gonzalo Menendez de la Riva a déclaré avoir transmis à différentes autorités les 2 500 demandes d'information sur des personnes disparues. Depuis le début de l'année 1988, le tribunal des droits de l'homme a reçu 270 dénonciations de disparition de personnes et de violations.

UN PAYSAN MENACE DE MORT

Pedro Chirun Guarcas a déclaré le 13 mars avoir reçu des menaces de mort. Il a formellement accusé les deux chefs des patrouilles civiles d'être responsables de la mort de 23 personnes, enterrées dans un cimetière clandestin dans le Chichicastenango.

Selon Chirun Guarcas, le chef général des PAC a obligé récemment les habitants de Chijtinimit, lieu du cimetière clandestin, à signer une pétition demandant la libération des deux détenus. 18 paysans ont signé.

DES CENTAINES D'ENFANTS SANS INSTITUTEURS

Le comité pour l'amélioration du village Cerro de Oro, municipalité de Santiago Atitlan, département de Solola, a demandé aux autorités d'intervenir pour résoudre le problème du manque de maîtres. Ceux-ci ont abandonné leur poste en raison des menaces dont ils ont été victimes. 350 enfants ne suivent pas d'enseignement.

AUGMENTATION NOTABLE DE LA VIOLENCE

La Délégation du Parlement européen qui a visité le Guatemala fin février a constaté une augmentation notable de la violence politique dans le pays, y compris après la signature des accords d'Esquipulas II.

Dans son rapport à la Commission des droits de l'homme de Genève, le député socialiste belge du Parlement européen, Ernes Glinne, souligne que la réactivation des assassinats et des disparitions est peut-être quantitativement moindre que sous le régime d'Efraim Rios Montt, mais répond à un système identique.

Glinne conclut que la violence ne prendra fin au Guatemala que si intervient un changement profond des structures agraires, permettant l'accès à la terre de la population paysanne.